

les États-Unis afin que les Bomarc et les Voodoos soient dotés d'armes nucléaires. Peut-être ne seront-elles pas physiquement introduites de fait au Canada tant qu'elles ne seront pas requises, mais du moins seront-elles disponibles? D'après les déclarations qui ont été faites au cours de cette dernière semaine ou des dix derniers jours, il n'y a aucun doute que nos forces de l'OTAN seront dotées d'armes nucléaires.

Il a été fait mention de la réunion ministérielle de l'OTAN en mai dernier. Cependant, j'aimerais rappeler à la Chambre la déclaration de l'ancien ministre de la Défense nationale, et que le premier ministre n'a jamais contredite, selon laquelle, lors de la réunion ministérielle de l'OTAN, si cet organisme réaffirmerait la nécessité d'un rôle nucléaire pour le Canada, celui-ci doterait alors ses forces de l'OTAN de manière à ce qu'elles puissent s'acquitter de leurs obligations.

Il a été fait mention également de l'accord de Nassau. A mon sens, il s'agit d'un pur trompe-l'œil. Il n'est guère probable que la France accepte de faire de l'OTAN une puissance nucléaire multilatérale. J'ajouterai que le fait de transformer l'OTAN en une puissance nucléaire multilatérale est certainement l'une des façons les plus graves d'accroître le nombre des membres du club nucléaire. Je dis que le gouvernement ne nous a pas fourni une déclaration précise. Si le premier ministre ou tout autre membre du gouvernement nous avait dit ici, cet après-midi, que le gouvernement était disposé à négocier de manière à ce que le Canada se décharge de ce rôle nucléaire au sein du NORAD et de l'OTAN, je crois que nous aurions pu adopter une attitude différente à l'égard de toute cette question de confiance envers le gouvernement. Cependant, il ne l'a pas fait. Nous estimons que la seule différence entre le gouvernement conservateur et l'opposition libérale, est que celle-ci est disposée à accepter les armes nucléaires, alors que le gouvernement veut retarder l'acceptation définitive de ces armes, mais est sans doute engagé dans cette voie. Comme l'a dit l'ancien ministre de la Défense nationale, cela représente probablement un délai d'environ quatre mois.

En appuyant une motion de défiance à l'égard du gouvernement nous, de ce parti-ci, voulons préciser une chose très nettement. Notre geste ne représente pas un vote de confiance envers l'opposition officielle. L'opposition parle d'esprit de décision. On n'a qu'à prendre connaissance de l'amendement qu'elle a proposé. Elle a refusé d'adopter une attitude déterminée sur quelque question de politique que ce soit. Elle a refusé de mettre en avant aucune proposition utile. Au lieu de cela, elle s'est contentée de critiques vaines. En fait,

[M. Douglas.]

le parti libéral n'a jamais pris position. Il croit toujours qu'un objet en mouvement est plus difficile à atteindre. Il favorise l'assurance-santé en Ontario, mais en Saskatchewan, où le gouvernement provincial essaie de mettre le régime en vigueur, il l'a combattu avec acharnement, presque au point de susciter une insurrection. Il favorise une législation ouvrière progressiste en Ontario, mais à Terre-Neuve, sous un gouvernement libéral, il maintient en vigueur la législation ouvrière la plus répressive qui ait été votée dans notre pays depuis un demi-siècle. Il en va de même de son attitude à l'égard des armes nucléaires.

Une voix: Et pourtant vous allez voter avec lui.

M. Howard: Nous votons contre vous.

M. Douglas: L'honorable député de Trinity (M. Hellyer) a dit cet après-midi que son parti a un chef qui n'a pas peur de prendre position. On se demande évidemment pour combien de temps.

Un bulletin émanant du Comité canadien pour le désarmement nucléaire rapporte une déclaration que le chef de l'opposition a faite en janvier 1961, alors qu'il s'adressait au Club des libéraux de Vancouver. Je la cite:

Il faut que le Canada reste une puissance non nucléaire. Ce faisant, il peut prendre la tête des puissances moyennes dans la lutte pour l'abolition des armes nucléaires et, éventuellement, de toutes les armes. Je ne crois pas que nous ayons besoin du Bomarc, qui ne constitue en aucune façon un moyen de défense efficace et que les États-Unis vont probablement mettre au rancart un de ces jours.

Rien dans ce bulletin ne dit que nous avons pris des engagements qu'il nous faut honorer. On n'y trouve aucune déclaration voulant que, puisque le gouvernement s'est engagé au nom du Canada à accepter des armes nucléaires, il lui faille tenir sa promesse. Quand le chef de l'opposition a fait cette déclaration et d'autres nous étions tout aussi engagés que nous le sommes à l'heure actuelle.

Le chef de l'opposition cet après-midi s'est efforcé de brouiller les cartes. Il a déclaré que le Canada ne voulait pas laisser ses forces armées sans armes efficaces. Toutefois, monsieur l'Orateur, quiconque a écouté hier soir la causerie de M. Paul Simon, de Toronto, présentée à l'émission *Viewpoint*, n'est pas sans savoir que ce dernier a cité les journaux militaires des États-Unis et les manuels du Pentagone pour prouver que le Bomarc, le Voodoo, le projectile Honest John et l'appareil F-104 peuvent tous être munis, non seulement d'armes nucléaires, mais aussi d'armes classiques capables de semer la mort, et qu'il est faux de prétendre que nous laissons nos forces dépourvues d'armements efficaces. Faire valoir cette opinion, c'est être